



## Le Programme de Développement des Réseaux pour l'Education en Afrique de l'Ouest (PRODERE AO)

# Un programme de mobilisation de la société civile en Afrique de l'Ouest

Sur le terrain en Afrique de l'Ouest, la société civile dans sa diversité (associations, mutuelles, syndicats...) s'organise et mène des actions ciblées et concrètes pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dans les domaines de l'éducation, de la santé, du développement économique...

Dans le cadre du Programme de Développement des Réseaux pour l'Education en Afrique de l'Ouest (PRODERE AO) coordonné par Solidarité Laïque et co-financé par le ministère des Affaires étrangères et européennes. Du 27 novembre au 4 décembre 2008, 14 représentants de la société civile ouest-africaine (Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal) étaient présents à Paris pour partager avec les partenaires du nord leurs expériences de terrain.

# Réalités et mobilisation de la société civile en Afrique de l'Ouest

## Les Objectifs du Millénaire pour le Développement

Lors de la 55<sup>ème</sup> session de l'Assemblée Générale des Nations Unies en septembre 2000, les 191 États membres de l'ONU ont fait leur Déclaration du Millénaire en définissant huit objectifs de développement, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Cette déclaration rend compte des principaux défis auxquels se trouve confrontée l'humanité. Elle propose des solutions pour faire face à ces défis et établit des critères précis d'évaluation des performances au moyen d'un ensemble d'engagements, d'objectifs et de cibles concernant le développement.

Les sept premiers visent à éradiquer l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies, et assurer un environnement durable. Le huitième objectif concerne la mise en place d'un partenariat global pour le développement assorti d'allègements de dettes, de l'accès aux médicaments essentiels et du transfert de technologies.

En bref, cette approche permet une vision large du développement et de la lutte contre la pauvreté qui combine les performances économiques, la paix, la gouvernance démocratique, le respect des droits fondamentaux de la personne humaine, l'accès aux services de base (soins, éducation, énergie), le développement des infrastructures et la gestion durable de l'environnement. Une vision du développement dans laquelle l'éducation se trouve au centre, notamment la réalisation de l'éducation primaire universelle (OMD 2) et particulièrement des filles (OMD 3) ; objectifs qui font partie même des six objectifs adoptés dans le cadre du *Forum Mondial de l'Education pour Tous* (EPT) tenu à Dakar en avril 2000.

# Les huit Objectifs du Millénaire pour le Développement

## OMD 1

---

Entre 1990 et 2015, réduire de moitié la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1 dollar par jour et la proportion de la population qui souffre de la faim

## OMD 2

---

Assurer l'éducation primaire pour tous d'ici à 2015

## OMD 3

---

Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005, si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015, au plus tard

## OMD 4

---

Réduire de deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans entre 1990 et 2015

## OMD 5

---

Réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle entre 1990 et 2015

## OMD 6

---

D'ici à 2015, stopper la propagation du VIH/sida et commencer à inverser la tendance ; maîtriser le paludisme et d'autres grandes maladies, et commencer à inverser la tendance.

## OMD 7

---

Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales ; inverser la tendance à la déperdition des ressources environnementales

## OMD 8

---

Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

# Programme de Développement des Réseaux pour l'Éducation en Afrique de l'Ouest (PRODERE AO)

## La société civile d'Afrique de l'Ouest se mobilise

Pour répondre efficacement aux défis et enjeux en matière d'éducation, la plupart de gouvernements d'Afrique de l'Ouest, ont adopté des plans et programmes ambitieux, tout en s'appuyant de plus en plus sur la société civile pour son savoir faire et sa connaissance du terrain. En effet, la société civile dans sa diversité se mobilise, l'ensemble des organisations de la société civile, constitué d'une grande variété d'acteurs (associations, mutuelles, syndicats...), joue un rôle de plus en plus actif pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement en matière d'éducation. C'est précisément dans ce contexte que le programme PRODERE AO était créé.

## Le programme

Le Programme de Développement des Réseaux pour l'Éducation en Afrique de l'Ouest, PRODERE AO, a pour objectif général d'appuyer la mise en réseau et de renforcer l'autonomie et les capacités d'intervention collective et individuelle des organisations de la société civile, pour l'amélioration du système éducatif dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest : le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Sénégal.

## Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal

Solidarité Laïque, en tant que collectif composé d'organisations actives en matière d'éducation, coordonne des projets et programmes pluri-acteurs en France et dans le monde. Depuis 2005, Solidarité Laïque pilote le Programme de Développement des Réseaux pour l'Éducation en Afrique de l'Ouest, co-financé par le Ministère des Affaires Etrangères et Européennes, et développé dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal. Ces pays qui figurent parmi les moins avancés de la sous-région, ont en commun un niveau de vie et un développement très faibles, une population de moins de 15 ans très importante et des sociétés civiles en construction. Ainsi, le choix de concentrer les actions sur ces cinq pays correspond à une volonté d'affirmer d'accompagner les politiques et programmes nationaux de réforme de l'éducation mises en œuvre au niveau national. Par ailleurs, les organisations membres de Solidarité Laïque, actives depuis de nombreuses années dans ces pays, ont noué des relations fortes et durables avec leurs partenaires du Sud.

## Les trois thématiques des « Comités Nationaux »

Pour une coordination efficace mise en œuvre au niveau sous-régionale, les organisations africaines partenaires des organisations membres de Solidarité Laïque, se sont réunies en « Comités Nationaux ». Les différentes activités sont développées autour de trois thématiques principales, correspondant aux objectifs de Dakar :

### a - la petite enfance

il s'agit de mettre en place des structures d'accueil de la petite enfance comme les clos d'enfants, de former des animateurs et des formateurs. Pour y parvenir, il est presque toujours nécessaire de réaliser un travail de sensibilisation auprès des populations, des familles, mais aussi des autorités locales et nationales.

### b - l'éducation non formelle

les actions dans ce domaine consistent essentiellement en activités d'alphabétisation menées auprès d'adultes, notamment les mères éducatrices, mais aussi de formations professionnelles

### c - l'éducation de base

les actions menées consistent à renforcer et développer l'éducation pour tous à travers des stages de formation pour les enseignants et de la réalisation de centres de documentation pédagogique.

# Identification et implication des partenaires et autres participants

## Au Nord : le collectif Solidarité Laïque

Solidarité Laïque et les organisations membres suivantes :

- Associations : CEMEA, Ligue de l'enseignement, Gref, EEDF, FCPE, FRANCAS, OMEP, ICEM
- Syndicats : SNU-IPP/FSU, SGEN-CFDT, UNSA Education

## Au Sud: un réseau de partenaires diversifié et complémentaire

### *Bénin*

- Réseau National Bénin : Conseil des Activités Educatives du Bénin (CAEB), Scoutisme Béninois, Fédérations des Associations de Parents d'Elèves (FENAPEB), Union Nationale des Parents d'élève des Etablissements d'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (UNAPET-FP), Association Action Jeunesse ONG (AJE), Jeunesse Sans Frontières Bénin (JSF), Groupe d'Etude et de Recherche sur l'Environnement (GERED).
- Pouvoirs Publics : Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire (MEPS)  
Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Protements du Pays.

### *Burkina Faso*

- Réseau National Burkina Faso : Conseil National des Associations de Parents d'Elèves du Primaire (CNAPEP), CEMEA Burkina Faso, Syndicat National des Enseignants Africains du Burkina (SNEA-B), Association Burkinabé pour les œuvres Laïques (ABOLA), Association SIRAYIRI Formation, Association Solidaire pour le Développement de l'Ecole (ASSODEC), Association pour le Soutien à l'Education pour Tous (ASEPT), Association DIKOSON, Association FIIMBA, Association pour le Développement de Pô (ADPÔ), Syndicat National des Enseignants du Secondaire et du Supérieur (SNESS), Association des Jeunes Alphabétisés de Safané (AJAS), Association Tassagth, Association des parents d'élèves du département de Tiébélé, Association des parents d'élèves de Bara, Association OFFUF ; Art - Consult et Développement (ACD) ; Association pour l'Impulsion et le Développement de l'Enfant au Burkina (AIDE-Burkina) ; Réseau des Educateurs Sans Frontière (RESAF Burkina) ; EEE ; Comité BAORE Solidarité ; Association Rata Manégré ; Association Tégawande d'Appui aux Initiatives Paysannes.
- Pouvoirs Publics : Ministère de l'Education de Base, Ministère de l'Action Sociale

### *Mali*

- Réseau National Mali : Syndicat National de l'Education et de la Culture (SNEC), CEMEA Mali, Fédération Nationale des Associations de Parents d'Elèves et Etudiants du Mali (FENAPEEM), Comité de Pilotage de la Commune du Diombuxu (CPCD), Association malienne de suivi et d'appui à la femme et à l'enfant (AMSAFE), Appui aux initiatives communautaires de Banconi ; Appui aux initiatives communautaires de Yrimadio
- Pouvoirs Publics : Direction Nationale de l'Education de Base (DNEB)
- Collectivités Territoriales : Cercle de Kayes

## **Niger**

- Réseau National Niger : Syndicat National des Enseignants du Niger (SNEN), Organisation Nigérienne pour la Promotion de la Prime Enfance (ONPPE), Scouts du Niger, Association de Parents d'Elèves de la région d'Agadez, Association Hed Tamat, Syndicat National des Agents de la Jeunesse de la Culture et des sports (SYNAJECS), Association pour la Promotion de l'Education et la Protection de l'Environnement (APEPE), Ecole Instrument de la Paix, Groupe Educatif pour le Développement Durable, Contribution à l'Education de Base (CEB) ; Association Nigérienne pour la Promotion de la Paix (ANPP) ; Protection de l'Enfance en Circonstances Difficiles (PECDI) ; Action Pour une Education

de Qualité (APEQ) ; Organisation Nigérienne des Educateurs Novateurs (ONEN) ; Association Verdure Madaoua (AVM) ; Education et Paix pour le Développement (EPD) ; Association Vie et Développement Kowa Murna (AVD Kowa Murna) ; Action Jeunesse Féminine du Niger (AJFN).

- Pouvoirs Publics : Ministère de l'Enseignement de Base, Ministère de la Promotion de la Femme, Ministère de la Formation Professionnelle et Technique, Inspection de l'Enseignement de Base d'Agadez

## **Sénégal**

- Réseau National Sénégal : Cauris-Education, CEMEA Sénégal, Eclaireuses et Eclaireurs du Sénégal (EEDS), Centre Ressources Pikine, Comité de Suivi de la ville de Khandane, Fédération des Associations de Parents d'Elèves et d'Etudiants du Sénégal (FENAPES), Association pour le bien être communautaire (ABEC) ; Comité de gestion de l'école de Nguendar ; Association des Ressortissants pour le Développement de Nguigalakh (ARDN) / cellule des éducateurs ; GIE Deggo ; Centre de Formation Continue de l'Institut International d'ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (CEFOC) ; Association pour le Développement de l'Education et de la Formation en Afrique ADEF/ Afrique (APODE) ; Association des Relais Polyvalents (JAPPOO ARPJ).

- Pouvoirs Publics : Ministère de l'Enseignement de Base

- Collectivités Territoriales : Commune urbaine de Yeumbeul Nord

# L'éducation en Afrique de l'Ouest

L'importance des OMD est telle qu'on ne peut se permettre de les voir échouer. Des progrès ont été accomplis, de par le monde, dans leur réalisation, mais nombreux sont les pays qui ne sont pas sur la bonne voie pour les atteindre d'ici à 2015. Cela vaut particulièrement pour une grande partie du continent africain qui compte des pays vulnérables ainsi que des pays sortant d'un conflit.

Le continent tout entier prend du retard pour chacun des objectifs, même si l'on constate, depuis peu, une hausse du taux de croissance économique, une amélioration générale de l'action des pouvoirs publics et un « affermissement marqué des fondamentaux macroéconomiques »<sup>1</sup>.

L'éducation demeure un grand défi dans l'Afrique subsaharienne. Malgré les engagements pris par la plupart des pays dans le cadre de déclarations et de traités internationaux, tous les indicateurs de l'éducation sont inférieurs à la moyenne mondiale et à ceux des pays en développement. La plupart des enfants, et surtout les filles, issus de familles pauvres et de collectivités rurales, n'ont pas accès à l'enseignement primaire. En particulier, un tiers des pays de la région ont des IPS<sup>2</sup> inférieurs à 0,76.

	Bénin	Burkina Faso	Mali	Niger	Sénégal
Total des dépenses publiques pour l'éducation en % du PNB	3,2	-	3,0	2,8	3,2
Enseignement primaire TNS <sup>3</sup> total en %	70,3	35,5	-	30,4	63,1
Enseignement primaire - IPS	0,68	0,71	0,72	0,68	0,89
Taux d'analphabétisme des adultes - total	37,4	23,9	25,6	16,0	37,4

Source : Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2003/4.

## Les freins à la scolarisation

- **L'absence d'infrastructures scolaires, l'éloignement des écoles dans les zones rurales** : les élèves doivent marcher de longues heures pour se rendre à l'école, les familles doivent attendre une ou plusieurs années pour inscrire les enfants...
- **Le coût élevé des études** que les familles ne peuvent supporter, notamment l'achat de fournitures scolaires.
- **La pauvreté des familles et les besoins en main d'œuvre** contraignent les enfants à travailler pour apporter un complément de revenu à leur famille (surtout dans les activités agricoles en zone rurale).

<sup>1</sup> Recommandations du Groupe de pilotage pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement en Afrique, juin 2008.

<sup>2</sup> IPS - Indice de parité entre les sexes. Rapport entre la valeur correspondant au sexe féminin et celle correspondant au sexe masculin pour un indicateur donné. Un IPS qui varie de 0 à 1 signifie une disparité en faveur des garçons.

<sup>3</sup> TNS - Taux net de scolarisation. Rapport entre le nombre d'élèves du groupe d'âge correspondant officiellement à un niveau d'enseignement donné et la population totale de ce groupe d'âge.

## **Pour les filles**

- **L'obligation de rester à la maison** pour aider aux activités domestiques et/ou agricoles. Elles peuvent être aussi placées ou vendues comme domestiques (" petites bonnes ").
- **Les mentalités de la société vis-à-vis de la femme, le manque d'instruction des mères** (60% sont analphabètes) qui n'ayant elles-mêmes pas fréquenté l'école considèrent que l'éducation des filles n'est pas vraiment nécessaire.
- **Le nombre élevé de maternités précoces** : beaucoup de jeunes filles sont enceintes dès leur puberté.
- **Le problème de la sécurité des filles allant à l'école** : plusieurs études ont démontré que de nombreuses filles étaient victimes de harcèlement sexuel à l'école.
- **La faible présence d'enseignantes dans les écoles** : malgré quelques progrès, les enseignantes sont minoritaires dans les écoles.

## **Le manque d'infrastructures**

- **Le nombre d'écoles et de salles de classes est globalement insuffisant** pour accueillir tous les élèves. Au Sénégal par exemple, à la fin de l'école primaire, les enfants sont obligés d'arrêter leurs études !
- **Les effectifs des classes sont très élevés** : entre 60 et 100 élèves voire plus, parfois il y a un roulement des élèves sur une journée : il faut attendre son tour pour pouvoir aller en classe et cela entraîne de longues journées passées à l'école pour les élèves.
- **Les classes manquent souvent de mobilier, de fournitures, de manuels scolaires** (au Sénégal par exemple, il y a en moyenne un manuel pour quatre élèves), de tableaux noirs... Les écoles sont en mauvais état, parfois elles ne sont ni fermées, ni clôturées. Dans la majeure partie des établissements, il n'y a pas de sanitaires, de restauration scolaire...

## **Le problème du travail des enfants**

**L'Afrique sub-saharienne est très touchée par le travail des enfants** : le taux d'activité d'enfants travailleurs de 5-14 ans est de 29%, c'est le taux le plus élevé de toutes les régions du monde (Bureau International du Travail, 2002).

Les difficultés d'accès à l'éducation découragent de nombreux enfants et leurs familles. Ils préfèrent exercer une activité lucrative qui permettra de faire vivre la famille.